






Informations de base	
<p>2024/0035(COD)</p> <p>COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Directive</p>	En attente de la décision de la commission parlementaire
<p>Lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie. Refonte</p> <p>Subject</p> <p>3.30.25 Réseaux mondiaux et société de l'information, internet 4.10.03 Protection de l'enfance, droits des enfants 7.30.30.02 Lutte contre la violence, la traite des êtres humains et le trafic de migrants 7.40.04 Coopération judiciaire en matière pénale</p>	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	LIBE Libertés civiles, justice et affaires intérieures	LENAERS Jeroen (EPP)	24/09/2024
		Rapporteur(e) fictif/fictive KALJURAND Marina (S&D) VARAUT Alexandre (PFE) KANKO Assita (ECR) VAUTMANS Hilde (Renew) BRICMONT Saskia (Greens /EFA) SERRA SÁNCHEZ Isabel (The Left)	
	Commission à fond précédente	Rapporteur(e) précédent(e)	Date de nomination
	LIBE Libertés civiles, justice et affaires intérieures	LENAERS Jeroen (EPP)	15/03/2024
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	CULT Culture et éducation	TOMAŠI Zala (EPP)	31/10/2024
	FEMM Droits de la femme et égalité des genres (Commission associée)		
	Commission pour avis précédente	Rapporteur(e) pour avis précédent(e)	Date de nomination

	CULT Culture et éducation		
	FEMM Droits de la femme et égalité des genres (Commission associée)		
	Commission pour avis sur la technique de la refonte	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	JURI Affaires juridiques	ADAMOWICZ Magdalena (EPP)	05/09/2024
	Commission pour avis sur la technique de la refonte précédente	Rapporteur(e) pour avis précédent(e)	Date de nomination
	JURI Affaires juridiques		
Conseil de l'Union européenne			
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	Migration et affaires intérieures	JOHANSSON Ylva	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
06/02/2024	Publication de la proposition législative	COM(2024)0060 	Résumé
25/04/2024	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
25/04/2024	Annonce en plénière de la saisine des commissions associées		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2024/0035(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Nature de la procédure	Refonte
Instrument législatif	Directive
Base juridique	Règlement du Parlement EP 57_o Règlement du Parlement EP 113 Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 082-p2 Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 083-p1-a1
État de la procédure	En attente de la décision de la commission parlementaire
Dossier de la commission	LIBE/10/00339

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE761.022	16/04/2024	
Commission Européenne				
Type de document	Référence	Date	Résumé	
Document de base législatif	COM(2024)0060 	06/02/2024	Résumé	
Document annexé à la procédure	SWD(2024)0032 	07/02/2024		
Document annexé à la procédure	SWD(2024)0033 	07/02/2024		
Document annexé à la procédure	SEC(2024)0057	07/02/2024		
Document annexé à la procédure	SWD(2024)0034 	07/02/2024		
Parlements nationaux				
Type de document	Parlement /Chambre	Référence	Date	Résumé
Avis motivé	FR_SENATE	PE761.180	10/07/2024	
Autres Institutions et organes				
Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
ESC	Comité économique et social: avis, rapport	CES0873/2024	10/07/2024	

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Service de recherche du PE	Briefing	23/07/2024

Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur

Rapporteur(e)s, rapporteur(e)s fictifs/fictives et président(e)s des commissions

Nom	Rôle	Commission	Date	Représentant(e)s d'intérêts
VAUTMANS Hilde	Rapporteur(e) fictif /fictive	LIBE	07/11/2024	European Women's Lobby Brave Movement
TOMAŠI Zala	Rapporteur(e) pour avis	CULT	05/11/2024	Eurochild AISBL Stichting ECPAT International
BRICMONT Saskia	Rapporteur(e) fictif /fictive	LIBE	24/10/2024	Assedel

BRICMONT Saskia	Rapporteur(e) fictif /fictive	LIBE	22/10/2024	European Women's Lobby
KALJURAND Marina	Rapporteur(e) fictif /fictive	LIBE	22/10/2024	Sexual Assault Center in Netherlands
VAUTMANS Hilde	Rapporteur(e) fictif /fictive	LIBE	17/10/2024	5Rights Foundation
KALJURAND Marina	Rapporteur(e) fictif /fictive	LIBE	17/10/2024	Future Advocacy Brave Movement
KALJURAND Marina	Rapporteur(e) fictif /fictive	LIBE	16/10/2024	INHOPE - International Association of Internet Hotlines
VAUTMANS Hilde	Rapporteur(e) fictif /fictive	LIBE	14/10/2024	Stichting ECPAT International
VAUTMANS Hilde	Rapporteur(e) fictif /fictive	LIBE	14/10/2024	Thorn
VAUTMANS Hilde	Rapporteur(e) fictif /fictive	LIBE	14/10/2024	Eurochild AISBL
LENAERS Jeroen	Rapporteur(e)	LIBE	10/10/2024	Eurochild AISBL
BRICMONT Saskia	Rapporteur(e) fictif /fictive	LIBE	02/10/2024	Child Focus
KALJURAND Marina	Rapporteur(e) fictif /fictive	LIBE	27/09/2024	The Netherlands' Authority for the Prevention of Online Terrorist Content and Child Sexual Abuse Material
LENAERS Jeroen	Rapporteur(e)	LIBE	26/09/2024	Permanent Representative of the Netherlands
BRICMONT Saskia	Rapporteur(e) fictif /fictive	LIBE	17/09/2024	Proton AG
BRICMONT Saskia	Rapporteur(e) fictif /fictive	LIBE	13/09/2024	Council of Bars and Law Societies of Europe Save the Children Europe Stichting ECPAT International Terre des Hommes International Federation Victim Support Europe Edri fairtrial • IT Political Association Missing children Europe
LENAERS Jeroen	Rapporteur(e)	LIBE	16/04/2024	European Child Sexual Abuse Legislation Advocacy Group (ECLAG)
LENAERS Jeroen	Rapporteur(e)	LIBE	05/04/2024	Team Bestrijding Kinderpornografie en Kindersekstoerisme (TBKK)
LENAERS Jeroen	Rapporteur(e)	LIBE	21/03/2024	Eurojust
LENAERS Jeroen	Rapporteur(e)	LIBE	21/03/2024	Europol
LENAERS Jeroen	Rapporteur(e)	LIBE	21/03/2024	INHOPE - International Association of Internet Hotlines
LENAERS Jeroen	Rapporteur(e)	LIBE	07/03/2024	European Commission

Autres membres

Nom	Date	Représentant(e)s d'intérêts
SALLA Aura	16/10/2024	Save the Children Europe
SALLA Aura	08/10/2024	FiCom ry
SIPPEL Birgit	01/10/2024	Permanent Representation of Germany to the EU

Lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie. Refonte

2024/0035(COD) - 06/02/2024 - Document de base législatif

OBJECTIF : actualiser les règles de droit pénal relatives aux abus sexuels commis contre des enfants et à l'exploitation sexuelle de ceux-ci.

ACTE PROPOSÉ : Directive du Parlement et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire et sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : en 2020, la Commission a présenté une stratégie de l'UE pour une lutte plus efficace contre les abus sexuels envers les enfants. Cette stratégie définit huit initiatives visant à assurer la pleine mise en œuvre et, le cas échéant, le développement du cadre juridique pour lutter contre l'abus et l'exploitation sexuels des enfants.

La stratégie reconnaît la nécessité d'évaluer si le cadre pénal actuel de l'UE, à savoir la directive 2011/93/UE relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie, est adapté aux changements sociétaux et technologiques survenus au cours de la dernière décennie.

En 2022, la Commission a procédé à une évaluation de la mise en œuvre de la directive, des éventuelles lacunes législatives, des meilleures pratiques et des actions prioritaires au niveau de l'UE. L'étude a soulevé des préoccupations liées à la croissance exponentielle du partage en ligne de matériel pédopornographique et aux possibilités accrues pour les auteurs de cacher leur identité (et de dissimuler leurs activités illégales), notamment en ligne, échappant ainsi aux enquêtes et aux poursuites.

La Commission a conclu qu'un **cadre législatif renouvelé** était nécessaire au niveau de l'UE pour tenir compte des dernières évolutions et renforcer la prévention et la protection des victimes.

CONTENU : la proposition vise à apporter des modifications ciblées à la directive sur les abus sexuels sur enfants.

Dans l'ensemble, les modifications ciblées visent à **améliorer la capacité des États membres à lutter efficacement contre la criminalité**, compte tenu des menaces et des tendances qui sont apparues et ont évolué au cours des dernières années, ainsi que des nouveaux développements technologiques. Les nouvelles règles applicables aux États membres devraient améliorer la coopération transfrontalière, tant en termes d'enquêtes et de poursuites que d'assistance et de soutien aux victimes.

Les principaux aspects de la proposition sont les suivants :

Élargissement de la définition des infractions pénales liées aux abus sexuels commis sur des enfants dans tous les États membres : ces nouvelles infractions comprennent la diffusion en direct d'abus sexuels commis sur des enfants et la possession et l'échange de manuels pédophiles. Les nouvelles règles mettent également à jour les définitions des infractions afin d'inclure le matériel d'abus sexuel d'enfants dans des «**deep fakes**» ou dans des contenus générés par intelligence artificielle;

Renforcement des poursuites, de la prévention et de l'assistance : la sous-déclaration des abus sexuels commis sur des enfants constitue toujours un défi majeur dans les efforts déployés pour mettre un terme aux abus sexuels commis sur des enfants et empêcher que d'autres abus sexuels ne se produisent. La proposition fixe **un délai plus long** pendant lequel les victimes pourront signaler les abus sexuels qu'elles ont subis et demander que des mesures soient prises à l'encontre de l'auteur de l'abus. Les nouvelles règles accorderont également aux victimes le **droit à une compensation financière**, afin de remédier aux préjudices à long terme causés par les abus sexuels commis sur des enfants. En outre, les États membres seraient tenus de mettre en place un **mécanisme de coordination** afin d'utiliser au mieux les programmes disponibles en matière de prévention et d'assistance aux victimes.

Renforcer la prévention : les États membres seront encouragés à investir davantage dans la sensibilisation, notamment aux risques en ligne, afin de garantir un Internet plus sûr et mieux adapté aux enfants et aux jeunes.

En outre, de nouvelles exigences imposeraient aux recruteurs de demander **un extrait de casier judiciaire** pour toute activité impliquant un contact étroit avec des enfants ou exercée dans des organisations travaillant contre les abus sexuels sur les enfants.

Les professionnels travaillant en contact étroit avec des enfants seraient également tenus de **signaler** au moins les infractions commises, ce qui permettra de relever un défi majeur dans les efforts déployés pour mettre fin aux abus sexuels commis sur des enfants.